

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°35 - 3 octobre 2010

**Unité intersyndicale pour le retrait du projet Sarkozy-Woerth
Unité de la gauche pour financer nos retraites par les profits**

Date de mise en ligne : lundi 4 octobre 2010

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Démocratie & Socialisme

Le 2 octobre fut le tremplin que nous attendions pour amplifier la mobilisation et faire réussir les manifestations du mardi 12 octobre. Le mouvement social a réalisé un nouveau bond samedi en atteignant les 3 millions de manifestants, dont certains salariés de PME ou des jeunes qui manifestaient pour la première fois. Les conditions de la victoire sont en train d'être réalisées, si nécessaire par l'éclatement d'une crise politique.

Sarkozy s'entête et se heurte à 70 % des électeurs qui trouvent injuste sa contre-réforme des retraites. C'est maintenant, pas en 2012, que se joue l'avenir des retraites. C'est maintenant, d'ailleurs, que se joue 2012. C'est maintenant qu'il faut emporter la victoire. Qu'il cède à notre revendication de retirer son projet ou qu'il cède la place.

L'enjeu de la bataille qui a lieu est simple :

- ▶ soit le montant des pensions de retraite continue de baisser fortement parce que le gouvernement de droite refuse d'augmenter les ressources des caisses de retraite,
- ▶ soit le montant des pensions de retraite est maintenu parce qu'un gouvernement de gauche réduira la part des profits pour augmenter les ressources des caisses.

Baisser fortement les pensions de retraite et nous prendre les plus belles années de retraite, c'est la politique de Sarkozy qui trouve que les riches ne sont toujours pas assez riches et qui veut forcer les actifs à prendre des assurances privées pour enrichir leurs actionnaires. Surtout pas d'augmentation des cotisations sociales, exige le Medef. C'est le rôle de toutes les mesures décidées par la droite :

- ▶ faire le calcul sur les 25 meilleures années,
- ▶ supprimer l'indexation des retraites sur les salaires,
- ▶ augmenter le nombre d'annuités nécessaires à 41,5,
- ▶ instaurer une décote de 5 % par annuité manquante,
- ▶ augmenter à 62 ans l'âge du droit de partir à la retraite,
- ▶ augmenter à 67 ans l'âge de départ à la retraite sans décote.

Restaurer le montant des pensions en augmentant les ressources des caisses de retraite, c'est :

- ▶ rétablir le calcul sur les 10 meilleures années,
- ▶ rétablir l'indexation des retraites sur les salaires,
- ▶ ramener le nombre d'annuités à celui qui est effectué en moyenne en y incluant les années d'études après 18 ans,
- ▶ maintenir à 60 ans le droit de partir à la retraite,
- ▶ supprimer les décotes et donc ramener à 60 ans la retraite à taux plein,
- ▶ augmenter de 0,3 points par an le taux des cotisations sociales.

À chacun son rôle : L'unité de la gauche est nécessaire pour faire campagne en faveur des mesures pour les retraites sur lesquelles les partis de gauche s'accordent déjà et pour soumettre au débat public les moyens de financer notre système de retraite par répartition.

L'unité intersyndicale est nécessaire pour faire reculer Sarkozy. Déjà plusieurs syndicats ou dirigeants syndicaux, en premier lieu Bernard Thibault, estiment que des grèves reconductibles, décidées par des assemblées générales intersyndicales souveraines, sont possibles. Leur extension acculerait le gouvernement, l'empêcherait de gouverner et permettrait aux partis de gauche d'exiger la dissolution de l'Assemblée nationale puisque sa majorité actuelle aurait perdu sa légitimité.

Le principal encouragement adressé aux assemblées générales intersyndicales serait constitué par la campagne des partis de gauche qui, par leur unité, montreraient qu'un débouché politique existe, que la gauche est prête à

gouverner pour en finir avec un pouvoir discrédité par sa servilité envers les riches et par la corruption révélée par les affaires Woerth-Bettencourt-Sarkozy.